

Arrêté relatif aux montants déterminants pour l'octroi d'aides à la formation (ALAF)

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel,

Vu la loi sur les aides à la formation, du 19 février 2013;

vu la loi sur la loi sur l'harmonisation et la coordination des prestations sociales, du 23 février 2005;

vu le règlement d'application de la loi sur les aides à la formation et du décret sur le fonds pour l'encouragement des études et de la formation professionnelle;

sur la proposition du conseiller d'Etat, chef du Département de l'économie,
arrête:

- But **Article premier** Les montants déterminants pour l'octroi d'aides à la formation, tels que prévus par le règlement d'application de la loi sur les aides à la formation et du décret sur le fonds pour l'encouragement des études et de la formation professionnelles (ci-après: RLAF), sont arrêtés comme suit.
- Frais d'entretien (art. 24 RLAF) **Art. 2** Les frais d'entretien retenus dans le cadre des aides à la formation équivalent aux 105% des montants prévus au titre du forfait pour l'entretien, selon l'arrêté du Conseil d'Etat fixant les normes pour le calcul de l'aide matérielle, du 4 novembre 1998.
- Franchise sur les revenus et les gains accessoires (art. 36 et 37 RLAF) **Art. 3** ¹La franchise applicable à la prise en compte des revenus liés à la formation et aux gains accessoires est de :
– 4.800 francs pour une formation de niveau tertiaire;
– 3.000 francs pour les autres formations.
²Lorsque la personne en formation réalise à la fois un revenu lié à la formation et un gain accessoire, la franchise n'est appliquée que sur le revenu lié à la formation.
- Logement sur le lieu de formation (art. 40 RLAF) **Art. 4** Les frais de logement sur le lieu de formation sont pris en compte à concurrence d'un maximum de 6.000 francs annuel, charges comprises.
- Frais de repas (art. 42 RLAF) **Art. 5** La participation aux frais de repas de midi s'élève à 10 francs par jour, à concurrence d'un maximum de :
– 180 jours par an, pour les étudiants en formation en école ;
– 220 jours par an, pour les personnes suivant une formation en emploi (apprentis).

Maximum des frais
de formation (art.
44 al. 2 RLAF)

Art. 6 Le forfait annuel maximal pouvant être retenu par l'Office au titre des frais de formation est de 4.000 francs.

Art. 7 ¹Le présent arrêté entre en vigueur en même temps que le règlement d'application de la loi sur les aides à la formation et du décret sur le fonds pour l'encouragement des études et de la formation professionnelle. Il est publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil de la législation neuchâteloise.

²Le Département de l'économie est chargé de son application.

Neuchâtel, le 3 juillet 2013

Au nom du Conseil d'Etat:

Le président,
L.KURTH

La chancelière,
S. DESPLAND